

Ford : l'État affiche sa mobilisation

BLANQUEFORT

Jean-Pierre Floris, délégué interministériel aux restructurations d'entreprises, a visité l'usine aux côtés du nouveau préfet

CHRISTINE MORICE
c.morice@sudouest.fr

La visite du délégué interministériel aux restructurations d'entreprises Jean-Pierre Floris, hier, à l'usine Ford Aquitaine industries (FAI) de Blanquefort n'a été suivie d'aucune annonce concrète pour les salariés du site, inquiets pour leur avenir. Le représentant du gouvernement était accompagné du préfet Didier Lallement, et avant de remonter dans leur voiture, les deux hommes ont surtout insisté sur la volonté de l'État de « se mobiliser » sur ce dossier très sensible. Pour preuve, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a pris attache directement avec le président de Ford Europe Steven Armstrong.

Une étude très attendue

Mais, comme l'a dit le préfet : « On ne connaît pas la fin de l'histoire » puisque la décision revient à Ford. Les représentants du constructeur automobile ont d'ailleurs demandé le report du comité de suivi qui devait avoir lieu ce même jour en préfecture.

Ils disent attendre que soit bouclée une étude portant sur un projet industriel déterminant pour l'avenir du site girondin. Les résultats sont attendus par tous les partenaires et devraient être dévoilés dans les semaines qui viennent. « Nous devons nous montrer persuasifs pour convaincre Ford de rester », a indiqué hier Jean-Pierre Floris, tout en reconnaissant que « oui, nous avons un



Jean-Pierre Floris et le préfet Didier Lallement hier, à l'usine Ford Aquitaine industries (FAI) de Blanquefort. PHOTO STÉPHANE LARTIGUE

problème avec Ford. » En même temps, le délégué interministériel semblait plutôt satisfait de sa visite. Il a salué « le bon état d'esprit » qui y règne, l'engagement des responsables syndicaux. Il a parlé aussi « d'une très bonne usine », « bien entretenue » et présentant suffisamment d'espace disponible pour y installer « d'autres activités », en terme de reconversion ou de réindustrialisation. Il a même évoqué la possibilité « d'une mutation » passant par les véhicules électriques.

« Un intérêt commun »

Manifestement, la réunion à laquelle Jean-Pierre Floris et Didier Lallement ont assisté, en présence de la direction de l'usine et de représentants du personnel, s'est plutôt bien passée. Même le cégétiste Philippe Poutou se montrait moins critique que d'or-

dinaire. Accompagné du secrétaire du Comité d'entreprise, Gilles Lambersend, il a estimé que les déclarations des représentants de l'État n'étaient pas « du bidon ». Il a salué leur « parler vrai ». « Si l'État et nous salariés avons semble-t-il un intérêt commun, alors agissons et poussons ensemble avec le même objectif, celui que Ford doit s'engager dès maintenant pour l'avenir », a déclaré l'ancien candidat à l'élection présidentielle.

Un communiqué de Ford

Le matin même la direction de Ford Europe avait publié un bref communiqué : « Nous confirmons ce jour une augmentation de la production du carter moteur 1.0 EcoBoost de 300 000 à 350 000 unités annuelles. Nous rappelons également notre engagement à maintenir le proces-

sus du comité de suivi tripartite concernant la pérennité de Ford Aquitaine Industries. Les prochaines étapes seront discutées lors de la prochaine réunion tripartite ».

Aux dernières nouvelles, le site de Blanquefort accueillait 879 salariés. Tous espèrent que l'intervention du gouvernement dans ce dossier fera bouger les choses dans le bon sens. « En France, la qualité du dialogue social s'est améliorée, le pays est plus attractif et le marché européen est important pour Ford », assurait hier Jean-Pierre Floris.

Les résultats d'une étude concernant l'avenir du site devraient être dévoilés prochainement par Ford